

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Dette publique grecque :
la faute aux « fainéants » et aux « fraudeurs » grecs ?**

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 18 juin 2011

Démocratie & Socialisme

Après les impressionnantes manifestations du 15 juin dans toute la Grèce, Nicolas Sarkozy lançait un « appel au compromis ».

Cet appel pouvait laisser croire que Sarkozy avait commencé à comprendre que pour éviter une explosion sociale qui pourrait peut-être ne pas s'arrêter à la Grèce, il allait falloir trouver un compromis entre les exigences des spéculateurs et celles du peuple grec.

Peut-être aussi commençait-il à se rendre compte que les plans d' « aide » successifs enfonçaient à chaque fois un peu plus la Grèce dans la récession et reculait d'autant la possibilité pour la Grèce de rembourser sa dette ?

Pas du tout, ce que cherche Sarkozy, c'est un « compromis » entre les spéculateurs et les spéculateurs.

Un compromis entre spéculateurs et spéculateurs

Angela Merkel propose de mettre à contribution les banques détentrices de titres de la dette grecque sans leur demander leur avis. Sarkozy et la Banque Centrale Européenne (BCE) ne veulent pas en entendre parler et exigent que cette mise à contribution ne puisse se faire que sur la base du volontariat des banques et des assurances.

Dans les deux cas, la contribution n'est pas très sévère et ne correspond en rien à la gravité de la situation. Il s'agit simplement que les banques détentrices d'obligations de l'État grec renouvellent leur investissement lorsque ces obligations arriveront à échéance de 2012 à 2014 et souscrivent de nouvelles obligations à une échéance rallongée de sept ans. Elles continueront bien évidemment, à percevoir leur rente chaque année.

Rien à voir avec la responsabilité écrasante des banques et des assurances dans la crise de 2007-2008 et la récession qui s'en est suivi. Rien à voir avec les centaines de milliards d'euros que les États ont dû déboursier pour les sauver de la faillite. Rien à voir avec le rôle de pyromane joué par la finance dans la crise des dettes publiques en Europe.

Une fois pour toutes, pour les oligarques européens, les banques ne sont responsables de rien ou de si peu. Sarkozy et Merkel ont donc chargé la BCE de trouver un compromis entre spéculateurs.

Une restructuration de la dette grecque qui ne dit pas son nom

Dans tous les cas, il s'agit bien d'une restructuration de la dette publique grecque même si elle ne dit pas son nom.

Et c'est là qu'est la crainte de Sarkozy : il a peur de la peur des spéculateurs qui pourraient bien se dire que si la restructuration de la dette grecque commence, nul ne sait où elle s'arrêtera, en Grèce mais aussi en Irlande, au Portugal, en Espagne...

Lui toujours si soucieux de la dette publique lorsqu'il s'agit de l'utiliser comme bélier contre les acquis sociaux ne semble pas du tout s'intéresser à ce que coûtera aux finances publiques de notre pays cette bienveillance accentuée

envers les banques.

Angela Merkel est en difficulté. Elle perd régulièrement toutes les élections dans les länder depuis deux ans et sa majorité au Bundesrat comme au Bundestag est de plus en plus fragile. Elle a mené une politique effrénée de baisse des salaires et des prestations sociales, comme l'avait fait avant elle le social-démocrate Gerhard Schröder. Cette politique a laissé un terreau fertile pour la propagande chauvine d'une bonne partie de la presse allemande qui affirme ne pas comprendre pourquoi le salarié allemand s'acharnerait au travail et se saignerait aux quatre veines pour ces « fainéants de grecs », pour tous ces gens du sud qui préfèrent, comme l'affirmait Merkel elle-même, « les vacances au travail... » Que les salariés allemands aient été saignés aux quatre veines pour permettre aux grands groupes allemands d'accumuler des milliards d'euros de dividende, n'est même pas évoqué.

La faute à ces « fraudeurs » de Grecs » ?

Si l'on en croit la presse allemande mais aussi d'une partie de la presse française c'est la faute des Grecs. Ces gens seraient des fraudeurs par nature...

De la même façon qu'en France, les chômeurs sont des fainéants. Ce n'est donc que l'effet d'un pur hasard si la crise de 2007-2008 et ses suites a provoqué une véritable épidémie de paresse : près d'un million de fainéants en plus rien qu'en 2009 !

Mais mettre la dette publique grecque sur le dos du peuple grec, c'est oublier l'essentiel

La fraude fiscale est-elle un « sport national » en Grèce ? Ah oui ? Mais, dans ce cas-là qui fraude le plus ? Le salarié à 650 euros par mois ou le richissime armateur grec qui possède sa part de la 1ère flotte commerciale du monde et qui a son siège social à Chypre, ce paradis fiscal qui miraculeusement été intégré à la zone euro en 2008 ?

Pourquoi l'Eglise orthodoxe et le budget des achats d'équipements militaires (le 2ème du monde en pourcentage du PIB) sont-ils systématiquement épargnés ?

Pourquoi l'Union européenne a-t-elle fermé les yeux pendant tant d'années sur les tripatouillages des gouvernements grecs successifs avec Goldman Sachs pour camoufler une partie de la dette publique et des déficits publics ? Pourquoi l'Union européenne ne s'est-elle décidée à ouvrir les yeux qu'en 2010 ? Et si l'Union européenne ne savait pas, comme elle le prétend, comment le citoyen grec aurait-il bien pu le savoir ?

Pourquoi ne pas reconnaître que de tels tripatouillages (au demeurant légaux tant le laxisme envers la finance est grand dans l'Union européenne) ont eu lieu également en Italie, avec la banque JP Morgan et en Allemagne entre la Deutsche Bank et Goldman Sachs ?

Combien de milliards d'euros l'Etat grec a-t-il dû déboursier pour sauver les banques grecques ? C'est un véritable secret d'Etat, comme d'ailleurs, dans tous les pays du monde, en France comme ailleurs.

Combien a coûté à la Grèce la récession due à la crise bancaire de 2007-2009, la crise dite des « subprimes » ?

**Dette publique grecque :
la faute aux « fainéants » et aux « fraudeurs » grecs ?**

Comme partout, la récession a diminué les recettes, augmenté les déficits publics et la dette publique. Il suffit d'observer l'évolution des déficits publics en Irlande (0 % du PIB en 2007 et plus de 33 % en 2010) pour comprendre ce qu'a coûté le plan de sauvetage des banques irlandaises dont le total des bilans avait atteint le chiffre inouï de 900 % du PIB irlandais du fait d'une spéculation immobilière sans retenue financée sans réserve par le flot des crédits bancaires. Le tout sous les applaudissements des oligarques européens.

Il est vrai que les irlandais sont réputés pour ne pas dédaigner la « Guinness », le « Jameson » et le « Tullamore ». C'est donc plutôt là que les gens sérieux devraient chercher l'origine de la dette irlandaise.

Combien a coûté à la Grèce l'accentuation de la récession due aux plans d'austérité aussi barbares qui lui ont été imposés dès 2009 ? En 2010, le PIB s'était écroulé de 4,5 % après un recul de 3 % du PIB en 2009. Comment s'étonner, après cela, que le montant de la dette soit de plus en plus importante rapporté au PIB ?

Combien coûte, chaque année, aux finances publiques grecques les intérêts, versés aux rentiers européens, d'une dette de 340 milliards d'euros ?

Combien coûtent à la Grèce les intérêts du prêt de 110 milliards d'euros (bientôt 140 ou 170 milliards) dont le seul objectif est de sauver les banques européennes, en premier lieu françaises et allemandes ? Pour ceux qui douteraient encore que c'est bien là le seul objectif des plans d'« aide » à la Grèce, il leur suffirait d'observer d'un peu plus près la chute du cours des actions de la BNP-Paribas, de la Société Générale et du Crédit Agricole, les banques françaises les plus exposées à la dette publique grecque, alors que le nouveau prêt de l'UE et du FMI à la Grèce se fait attendre et que piaffe Sarkozy.

Tout cela ne compte pas, les Grecs, même si ceux d'entre eux qui ont un travail, travaillent plus longtemps que les salariés allemands, sont des « fainéants », des « fraudeurs », et cela explique tout.

Demain ce sera l'attirance prononcée des Espagnols et des Portugais pour « la sieste », l'attrait pervers du « vin rouge » pour les Italiens et les Français, le triste penchant pour la « bière » des Belges, des Allemands, des Autrichiens et des Danois... Avec un tel florilège de stupidités, à la limite du racisme, les vrais responsables de la crise (les banques, les assurances, les multinationales...) pourront continuer tranquillement à s'enrichir.

A moins que, prenant exemple sur le mouvement social grec, sur les indignés espagnols sur les millions de manifestants français qui défendaient leur retraite, les peuples européens qu'ils ont spoliés ne les obligent à rendre des comptes.

Jean-Jacques Chavigné